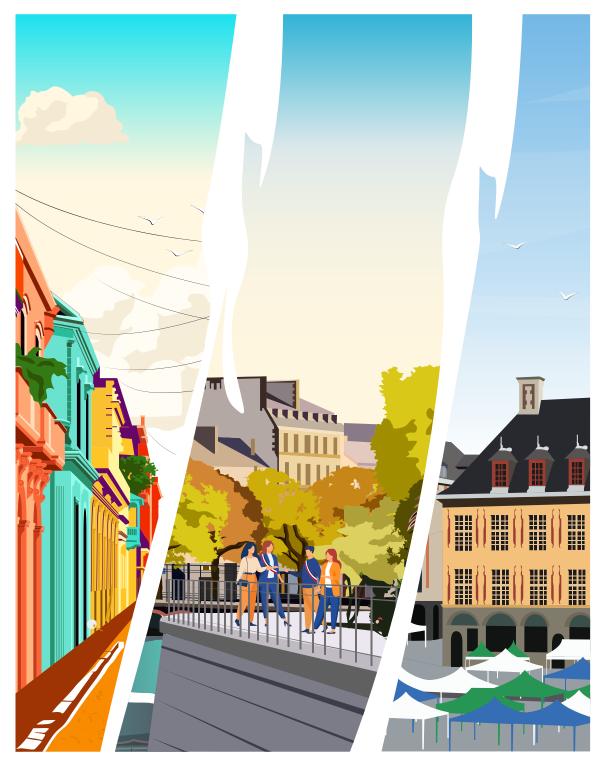
# CATALOGUE 2024







### La formation des élus est indispensable afin de leur donner les moyens d'administrer leur commune librement.

Les maires et présidents d'intercommunalité sont confrontés à de multiples interrogations au quotidien.

Cela peut concerner la responsabilité dans la gestion des d'école, l'équilibre des finances locales, le maintien des grands projets, ou des situations plus exceptionnelles, qui tendent à se multiplier.

Que faire en cas d'inondation ou d'incendie ?

Quelle est la responsabilité du maire en matière d'écoles ?

Quelles sont les règles de la commande publique et les achats considérés comme « responsables » ?

L'AMF a pour mandat de porter la parole des maires et présidents d'intercommunalité, et de proposer une assistance par son activité de conseil aux élus, grâce son expertise et des offres de formations dédiées. En 2023, nous avons dispensé plus de 100 journées de formation, auxquelles ont participé près dxe 850 élus. L'AMF propose des formations dans ses locaux à Paris ainsi que sur l'ensemble du territoire en lien avec les associations départementales de maires.

Je souhaite encore accentuer ce travail de l'AMF, en proposant des formations sur la cybersécurité, la communication en situation de crise, la gestion de la dette et encore la protection contre les agressions.

Par ailleurs, l'AMF travaille à améliorer l'accès des élus à leur formation personnelle, en proposant des solutions face aux difficultés d'accès à la plateforme numérique dédiée, et en favorisant le développement de l'offre de formations des associations départementales de maires, via l'augmentation du plafond du Droit Individuel à la Formation des Élus (DIFE).

Face au maquis de normes et de contraintes juridico-administratives, l'exercice d'un mandat local requiert de s'appuyer sur une ingénierie dont ne disposent pas toujours les communes.

C'est pourquoi la formation des élus est indispensable afin de leur donner les moyens d'administrer leur commune librement.

«Défendre les libertés locales et donner aux maires le pouvoir d'agir au service des habitants: c'est la vocation même de l'AMF».

> DAVID LISNARD, PRÉSIDENT DE L'AMF



LA FURMATION DES ELUS A L'AMF	U
Modalités et délais d'inscription Tarifs d'inscription Accessibilité aux personnes en situation de handicap Objectifs de la formation Contact de la formation	
COMMUNICATION	
Animer efficacement une réunion	1
Communication numérique & réseaux sociaux	1
Média Training	1
Prise de parole en public - Initiation Niveau 1 & 2 Communication des communes de -10 000 habitants	1
Communication des communes de -10 000 nabitants	
DROIT	
Les pouvoirs de police administrative	1:
Prévention de la prise illégale d'intérêts	
& manquement à la probité	1:
Les marchés adaptés aux petites communes	1:
Législation funéraire Les pouvoirs de police du maire	13
en matière d'immeuble	13
Gestion & aménagement des cimetières	1
ENVIRONNEMENT	
La gestion des déchets et des dépôts sauvages	4
par les élus Funéraire & environement : Comment passer à un mode	1
d'inhumation plus écologique ?	1
Mettre en oeuvre la transition écologique	
dans sa collectivité	1
FINANCES	
Élaboration du budget communal S'orienter dans la recherche des financements	1
européens	1
Mécénat et financements alternatifs	1
Gestion de la dette : maîtriser ses dépenses en 2024	1

#### **MANAGEMENT ET RH** Endosser le rôle de Maire employeur Conduire une politique RH & sociale dans sa collectivité 19 Les relations Élu - Administration PRÉVENTION ET RISQUES PCS et gestion de crises Communication en situation de crise Cyberdéfense : Prévention face aux cyberattagues Connaître les risques majeurs dans sa collectivité **URBANISME** Rendre accessible sa collectivité et ses ERP Les chemins ruraux Lutter contre l'habitat indigne Les fondamentaux de l'urbanisme Instruction des autorisations d'urbanisme **VIE LOCALE** Gestion des situations difficiles Les conflits de voisinage Porter & promouvoir un projet autour de la petite enfance Manifestations éphémères Le Maire et la laïcité Les relations commune-associations **POLITIQUE PUBLIQUE** Fonctionnement du conseil municipal Engager une démocratie participative Le bilan de mi-mandat Porter & développer un projet de territoire





INTERCOMMUNALITÉ

Les finances intercommunales

La communication intercommunale

Élaboration du budget intercommunal

Les fondamentaux de l'Intercommunalité

18

18

18 18

19

20

21

21

21

22 22

22

23

23

24 25

25

25

25 25

26

26

26

26

က	
5	
<b>▼</b>	
Z	
<u>ن</u>	
8	
Ш S	
SS	
4	
逆	
ASTI	
<b>5</b>	
S	

LES MASTERCLAS	9-9	

Communication: Gestion du trac

Prévention & Risques : Incendies & Feux de forêt Prévention & Risques : Innondations et GEMAPI

Vie locale : Le débits de boissons

Vie locale: Les services de restauration scolaire

Environnement: Les achats responsables

#### LES FORMATIONS & MASTERCLASSES À LA DEMANDE 30

Environnement : La fresque du climat Santé: Sensibilisation à la santé mentale

Urbanisme : Dématérialisation des documents d'urbanisme

Urbanisme : Maîtriser son foncier pour répondre aux

exigences de la loi Climat & Résilience Vie locale: Se préparer pour les JOP 2024

Communication: Remobiliser son équipe municipale

à mi-mandat

Le droit à la formation des élus	31
Étapes d'inscriptions	32
Actions & Informations	34
Bulletin d'inscription	41-42
Notes	43
Calendrier 2024	44-45
Contacts de la formation	46
Rédaction	<b>4</b> 7

# LA FORMATION DES ÉLUS À L'AMF

#### LA FORMATION DES ÉLUS À L'AMF

30

L'AMF a développé à l'intention des élus qui ne trouvent pas de formations correspondant à leurs attentes sur leur territoire. des formations qui se déroulent dans ses locaux à Paris. Toutes les formations de ce catalogue se déroulent à Paris 7ème dans les locaux de l'AMF.

Elles peuvent toutefois être délocalisées à la demande des collectivités dès lors que le nombre minimum requis de participants est atteint et que l'association départementale de maires du département d'accueil en assure la coordination.

#### **OBJECTIFS DE LA FORMATION DES ÉLUS À L'AMF**

Pour accompagner ses adhérents dans l'exercice de leur mandat, l'AMF a conçu une offre de formation qui s'adresse, soit aux élus qui souhaitent se former individuellement, soit aux associations départementales de maires qui souhaitent mettre en place dans leur département un module issu du catalogue spécialement conçu à leur intention.

L'AMF s'appuie sur un réseau de formateurs internes et peut également faire appel à des inter-

venants extérieurs choisis pour leur expertise et leurs qualités pédagogiques. Les programmes proposés tiennent compte des évolutions législatives et réglementaires recentes ou en cours. L'AMF est agréée pour la formation des élus par le Ministère de la Cohésion des territoires. Les frais engagés par l'élu qui participe à ses formations sont donc remboursés au titre des créditsformation inscrits dans le budget de la collectivité ou du DFI élu. Toutes nos formations sont éligibles au DIF élus et accessibles via la plateforme Mon compte Formation.

#### **MODALITÉS ET DELAIS D'ACCÈS**

Pour participer aux formations de l'AMF, l'élu adresse au service formation le bulletin d'inscription téléchargeable sur le site de l'AMF. L'inscription est obligatoire. Après réception du bulletin d'inscription (ou accord écrit sur le projet de collaboration dans le cadre d'une prestation personnalisée), le stagiaire reçoit une convention de formation qu'il s'engage à retourner dument sianée et cachetée au service formation des élus de l'AMF. Les procédures de réalisation des

prestations ne peuvent être déclenchées que lorsque l'AMF est en possession de la convention signée. Les demandes d'inscriptions des participants sont prises en compte selon l'ordre d'arrivée et dans la limite des places dispo-

#### **ACCESSIBILITÉ AUX PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP**

L'AMF fait appel aux expertises et outils nécessaires pour accompagner les personnes en situation de handicap à suivre les formations. Nous vous invitons à nous contacter par mail à formation@amf.asso.fr pour étudier ensemble la faisabilité de votre projet de formation.

#### TARIFS D'INSCRIPTION

- · Pour un financement par le budget de la collectivité adhérente à l'AMF ou à l'association départementale : 150€ par journée de formation.
- · Pour un financement par le budget de la collectivité non adhérente à l'AMF ou à l'association départementale: 300€ par journée de formation.
- · Pour un financement par le DIF ÉLU: 300€ par journée de forma-

Repas, frais de déplacement et d'hébergement sont à la charge des stagiaires.

#### **CONTACTS DE LA FORMATION**

Notre équipe formation se tient à votre disposition pour répondre à vos questions:

formation@amf.asso.fr 01 44 18 16 54





# Les Linations Formations

Il est conseillé aux élus souhaitant se former à l'AMF de vérifier en amont que l'association des maires de leur département ne propose pas de formation identique afin de privilégier la proximité géographique. Les formations sont délocalisables.



page 8

**Comprendre** quelques fondamentaux de la communication interpersonnelle pour bien

**Lever** ses appréhensions et gagner en maîtrise dans l'animation de réunion.

#### **PROGRAMME**

Conditions de réussite : Style d'animation. Atouts et points de

Préparer ses réunions : Temps et Répartir les rôles. Trouver ses soutiens. Conclure efficacement Que faire après une réunion ?

# JUIN 2024

#### **COMMUNICATION NUMÉRIQUE & PROGRAMME RÉSEAUX SOCIAUX**

Comprendre les nouveaux usages numérique et sur les réseaux sociaux.

Pourquoi la communication numérique et quels sont les outils de la communication online : Le site internet, la newsletter. Les réseaux sociaux, charte des réseaux sociaux, Facebook, Instagram, Twitter, TikTok. Les autres outils : Exercice de groupe. Les bonnes pratiques et

# SEPTEMBRE 2024

#### **MEDIA TRAINING**

S'approprier les règles de base de

#### **PROGRAMME**

Structurer un discours.

# **05** FEV. 2024 (NIVEAU 1)

#### PRISE DE PAROLE EN PUBLIC

NIV. 1 : Communiquer efficacement avec un message construit et adapté à la cible. S'exprimer avec charisme et conviction. **Gérer** son stress lors d'une prise de parole en public. Affirmer sa posture d'élu. NIV. 2: A l'issue de cette formation, le toute situation de prise de parole en public, Affirmer sa posture d'élu.

# 18 NOV. 2024 (NIVEAU 1)

NIV. 1: En amont de la formation chaque paril souhaite travailler son discours. Matin: Préconstruction du discours (plan, accroche...), préparation personnelle mental des émotions stagiaire sera capable de gérer efficacement Après-midi : Développer son charisme, adopter la bonne posture, les pouvoirs du regard, faire vivre sa voix, l'importance de l'intention. NIV. 2 : S'évaluer pour évoluer. Atteindre sa

**27** MAI 2024 (NIVEAU 2)

18 NOV. 2024 (NIVEAU 2)

# **COMMUNICATION**



#### COMMUNICATION DES **COMMUNES DE -10 000 HABITANTS**

**Intégrer** les facteurs clés de réussite de la

**Acquérir** le savoir-faire pour effectuer un diagnostic de la communication de sa des outils de communication pertinents.

#### PROGRAMME

Outils : Print; Digital; Presse, Évenementiel Pour dire quoi ? Prendre en considération les ruptures générationnelles. Éviter une communication purement verticale et descendante. Respecter la distinction avec

Organisation et Budget.

FORMATIONS

12 FEV. 2024

#### LES POUVOIRS DE POLICE ADMINISTRATIVE DU MAIRE

Identifier les actions et les domaines d'interventions à risque pour les élus locaux et faire le point sur les dernières dispositions en matière de pouvoirs de police.

#### **PROGRAMME**

Pouvoirs de Police du maire.
Transfert de compétences.
Responsabilité civile.
Distinction entre faute de service et faute personnelle.
Responsabilité civile : Infractions intentionnelles et non intentionnelles.
Les bons réflexes en cas de mise en cause.

15 AVRIL. 2024

#### PRÉVENTION DE LA PRISE ILLÉGALE D'IN-TÉRÊTS & MANQUE-MENTS À LA PROBITÉ

**Prévenir** et détecter les faits de corruption, de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêt, de détournement de fonds publics et de favoritisme.

#### PROGRAMME

Se familiariser avec les délits constitutifs d'une atteinte à la probité. La corruption active et passive. Le trafic d'influence. La prise illégale d'intérêts. Le favoritisme. Le détournement de fonds publics. La concussion. La protection de la commune face aux risques. La règlementation en vigueur dans les communes pour prévenir la corruption. Les recommandations de l'AFA adaptées au service public local. La mise en œuvre d'un programme anticorruption dans une collectivité (cas pratique). La protection du maire et des élus. La réglementation applicable aux élus locaux Les bonnes pratiques dont peuvent s'inspirer les élus

**29** AVRIL 2024

#### LES MARCHÉS ADAPTÉS AUX PETITES COMMUNES

Connaître les dispositions régissant les marchés publics adaptés de la définition du besoin jusqu'à l'exécution. Comprendre les procédures spécifiques à suivre pour sécuriser l'achat au sein des petites communes.

#### **PROGRAMME**

Fondamentaux des marchés publics.
Procédure sans publicité ni mise en concurrence préalable. Atelier construction de marchés.
Focus outils opérationels.

23 SEPT. 2024

#### LÉGISLATION FUNÉRAIRE

**Connaître** le cadre règlementaire et législatif autour du funéraire.

**Appréhender** les demandes d'autorisation liées aux opérations funéraires.

Législation funéraire

#### **PROGRAMME**

(Les fondamentaux ).
Le droit à inhumation et les modes d'inhumations dans le cimetière.
Les emplacements traditionnels.
Caractère administratif du contrat de concession et renouvellement des concessions.
Reprise des concessions échues, reprise des concessions à l'état d'abandon, transmission et ayants-droits.

30 SEPT. 2024

#### LES POUVOIRS DE POLICE DU MAIRE EN MATIÈRE D'IMMEUBLE

Connaître les pouvoirs de police en matière d'immeubles et savoir comment les mettre en œuvre pour faire face aux problématiques liées aux immeubles privés : non entretien, immeuble dégradé qui menace ruine, immeuble insalubre, immeuble vacant, etc.

#### **PROGRAMME**

Les pouvoirs de police en matière d'immeuble. Définition et caractéristiques. La durabilité des pouvoirs de police administrative du maire. L'execution des mesures de police. 1 4 OCT. 2024

# GESTION & AMÉNAGEMENT D'UN CIMETIÈRE

Connaître le cadre règlementaire relatif à l'organisation et à la gestion des cimetières.

Appréhender les demandes d'autorisation liées aux opérations

### funéraires. **PROGRAMME**

Rôle des cimetières auiourd'hui Aménagement, équipements obligatoires et facultatifs. Règlement municipal des cimetières et les imprimés divers à présenter en mairie (pour les opérations d'inhumations de cercueils et/ou d'urnes : règles liées à l'inhumation, de dispersion des cendres, les exhumations à la demande des familles).



#### LA GESTION DES DÉCHETS ET DES DÉPÔTS SAUVAGES **PAR LES ÉLUS**

Connaître le cadre réglementaire, les pouvoirs de police du maire, les obligations des collectivités en matière de dépôts sauvages.

**Identifier** les différents moyens d'actions à mettre en place.

#### **PROGRAMME**

Qu'est ce qu'un déchet et un dépôt sauvage? Qui est responsable? Règlement en vigueur : pouvoir de police générale et spéciale « déchets ».

Quelles sont les sanctions? Les actions de prévention et sensibilisation à mener.

#M00Cgestiondechetsparelus

# I A DEMANDE

#### **FUNÉRAIRE & ENVIRONNEMENT: COMMENT PASSER À UN MODE D'INHUMATION** PLUS ÉCOLOGIQUE ?

Accompagner les élus et les collectivités vers une végétalisation des cimetières et proposer de nouveaux espaces mémoriaux tournés vers la nature. Appréhender les nouveaux modes de sépultures.

#### **PROGRAMME**

Évolutions culturelles. réglementaires et des techniques d'entretien, le cimetière (re)devient un lieu vivant qui bénéficie aux enjeux de préservation de la biodiversité. Quelle réglementation s'applique? Quels aménagements privilégier pour retrouver des cimetières vivants?

# **26** FEVRIER 2024

#### **METTRE EN OEUVRE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE DANS SA COLLECTIVITÉ**

Comprendre les enjeux de la transition énergétique et le rôle des collectivités locales

**Connaître** les étapes indispensables pour construire une stratégie globale de développement durable. Savoir valoriser sa démarche.

#### **PROGRAMME**

- Panorama des démarches
- Champs d'intervention des collectivités
- Construire sa démarche de développement
- Établir une feuille de route pour répartir avec des idées d'actions concrètes

# **28** OCTOBRE 2024

#### **METTRE EN OEUVRE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE DANS SA COLLECTIVITÉ**

**Comprendre** les enjeux de la transition énergétique et le rôle des collectivités locales.

**Connaître** les étapes indispensables pour construire - Construire sa démarche de une stratégie globale de developpement durable. Savoir valoriser sa démarche.

#### **PROGRAMME**

- Panorama des démarches
- Champs d'intervention des collectivités
- développement
- Établir une feuille de route pour repartir avec des idées d'actions concrètes



18 MARS 2024

#### S'ORIENTER DANS LA RECHERCHE DES FINANCEMENTS EUROPÉENS

Connaître les priorités d'investissement des fonds européens pour la période 2023-2028.

Comprendre les mécanismes de subvention.

Savoir monter un projet de demande de subvention.

#### **PROGRAMME**

Découvrir l'environnement européen, accompagner les élus à intégrer une dimension européenne dans les projets communaux et intercommunaux, découvrir les différents fonds et les associer aux différentes politiques.

Méthode et bonnes pratiques pour le montage administratif d'un dossier de demande de fonds.

**22** JANVIER 2024 **02** DÉCEMBRE 2024

#### **ÉLABORATION DU BUDGET COMMUNAL**

Maîtriser les grands principes et la pratique de l'élaboration budgétaire des collectivités territoriales.

#### **PROGRAMME**

La préparation budgétaire : Indicateurs financiers, autorités réglementaires, orientation budgétaire, élaboration du

#### **MÉCÉNAT ET FINANCEMENTS ALTERNATIFS**

MARS 2024

Maîtriser les fondamentaux des nouvelles pratiques de financement et mettre en place une stratégie et une campagne de mécénat de territoire dans le respect des règles juridiques.

#### **PROGRAMME**

Présentation des différentes formes de soutiens privés.

Mécénat et financements alternatifs. Focus sur le financement participatif. Principaux points de vigilance.

#### **GESTION DE LA DETTE: MAÎTRISER SES DÉPENSES EN** 2024

09 DÉCEMBRE 2024

Identifier les pistes d'économies en dépenses de fonctionnement (hors masse salariale) et optimiser ses recettes afin de réduire le recours à l'emprunt. **Connaître** les différents risques liés au financement de la dette. Connaître les outils de gestion et d'optimisation de la dette communale.

#### **PROGRAMME**

Connaître les aspects juridiques de la gestion de la dette. Appréhender les risques de la dette sur le budget de la commune. Agir pour maîtriser ses dépenses. Déterminer une stratégie efficace pour optimiser les recettes et maîtriser les dépenses.

# FORMATIONS

**FINANCES** 

Le budget : Le cadre budgétaire et son

Dispositions de la loi finance de 2024.



# INTERCOMMUNALITÉ

# MANAGEMENT ET RH

# LES FONDAMENTAUX DE

L'INTERCOMMUNALITÉ

#### **Connaître** l'architecture des relations **Identifier** les leviers d'aide à la décision en

#### PROGRAMME

Environnement territorial de l'intercommunalité. Régime fiscal de l'intercommunalité. Instances entre un EPCI et ses communes membres. de gouvernance interne. Pacte de gouvernance. Compétences de l'intercommunalité. Gestion des compétences communautaires.

# LA DEMANDE

#### LES FINANCES INTERCOMMUNALES

**Identifier** les enieux de l'intercommunalité au niveau budgétaire.

#### **PROGRAMME**

La formation sera préparée sur-mesure et en amont pour définir les résultats attendus Connaître et maîtriser les leviers d'aide à la et permettre de construire les exemples

# I A DEMANDE

#### LA COMMUNICATION INTERCOMMUNALE

Valoriser les politiques intercommunales et le service public.

**Incarner** l'intercommunalité grâce à une communication efficace qui permettra de mieux la faire connaître et de renforcer son attractivité. Prévenir les pièges de la double communication communale et intercommunale.

#### PROGRAMME

Informer - Fédérer - Promouvoir. Comment optimiser et intégrer Éviter une communication purement verticale et descendante. Respecter la distinction avec la communication

# A DEMANDE

#### L'ÉLABORATION DU BUDGET **INTERCOMMUNAL**

Maîtriser les grands principes et la pratique de

#### **PROGRAMME**

Le budget : Le cadre budgétaire et

La préparation budgétaire indicateurs financiers, autorités réglementaires, orientation budgétaire, élaboration du budget. Dispositions de la loi finance de 2024

#### **ENDOSSER LE RÔLE DE MAIRE EMPLOYEUR**

**Comprendre** le rôle et les obligations du Maire en matière de RH pour mieux appréhender ses relations avec les agents.

#### **PROGRAMME**

Les obligations liées à l'emploi et au déroulement de la carrière des agents. Les obligations en cas de suppression ou de fin d'emploi. La rémunération. Les droits et obligations des agents. Les obligations et responsabilités de l'employeur en matière de prévention des risques professionnels et de santé au travail.

#### **CONDUIRE UNE POLITIQUE RH & SOCIALE DANS SA** COLLECTIVITÉ

Le Maire définit et pilote la politique RH de sa commune, dans le respect du principe constitutionnel de libre administration des collectivités territoriales. Appréhender le statut de la fonction publique territoriale pour mieux gérer les agents communaux et intercommunaux.

#### **PROGRAMME**

La formation sera préparée sur-mesure et en amont pour définir les résultats attendus et permettre de construire les exemples pratiques développés pendant la formation.

#### LES RELATIONS ÉLUS-ADMINISTRATION

**Developper** une dynamique constructive de collaboration dans le respect des positionnements respectifs des membres de l'exécutif et de l'administration. Maîtriser les règles juridiques liées à ces différentes configurations.

#### **PROGRAMME**

Les différents champs d'intervention des acteurs du triptyque Élus - Cabinet - Administration. Les objectifs de chaque acteur et les schémas d'organisation possibles. La mise en œuvre d'une collaboration efficace entre les acteurs du triptyque.

FORMATIONS

#### **COMMUNICATION EN SITUATION DE CRISE**

**Définir** ce qu'est la communication de crise. Identifier les axes sensibles de la en considération. Comprendre ce une en place.

#### PROGRAMME

communication de crise et les prendre médias (déontologie du journaliste) ainsi qu'est une stratégie de communication ciaux en gestion de l'urgence. Comprendre de crise et avoir la capacité d'en mettre les Médias Sociaux en Gestion de l'Ur-



#### **CYBERDÉFENSE:** PRÉVENTION FACE AUX **CYBERATTAQUES**

**Connaître** les enjeux de la cyberdéfense et les menaces d'une cyberattaque. Connaître les rôles et

responsabilités des élus. la protection des données.

#### **PROGRAMME**

hameçonnage). Étude de cas : Communes plan de reprise. Solution de protection : Connaître les outils de prévention cyberattaques », Atelier 2: Mise en situation. des risques permettant d'assurer Sensibilisation : Communication auprès d'autres

#### **PCS ET GESTION DE CRISE**

civile, rôles et responsabilités des acteurs de la opérationnel un plan communal gestion de crise.

**Découvrir** les outils de prévention des risques au niveau local permettant d'assurer la protection des populations.

#### **PROGRAMME**

Connaître l'environnement global de la sécurité Mettre en place et maintenir

# LA DEMANDE

#### **CONNAÎTRE LES RISQUES MAJEURS** DANS SA COLLECTIVITÉ

**Connaître** la notion des risques majeurs et en donner la définition. Identifier les risques majeurs dans sa collectivité. Prendre en compte les risques majeurs tout au long de son mandat et préparer sa collectivité et ses habitants aux risques majeurs.

#### **PROGRAMME**

#### **RENDRE ACCESSIBLE SA COLLECTIVITÉ ET SES ERP:**

Comment se conformer à la loi ?

nécessaires pour améliorer la prise en compte des personnes à mobilité réduite et faciliter leurs déplacements quotidiens dans la ville.

#### **PROGRAMME**

Appréhender la notion d'handicap et d'accessibilité. Connaître la Transmettre les outils et les connaissances règlementation en vigueur (loi du 11 février 2005 par exemple). Etude des aménagements obligatoires dans les ERP et sur la voie publique. Applications pratiques et contrôle du respect des règles. Responsabilités des élus. Cas pratiques.

# JUILLET 2024

#### LES FONDAMENTAUX DE L'URBANISME

Connaître les fondamentaux du droit de l'urbanisme, identifier les différentes procédures les règles d'urbanisme et leurs et les documents de planification urbaine. comprendre le régime des autorisations et les spécificités contentieuses.

#### PROGRAMME

Droit de l'urbanisme. Décrypter rapports entre elles. Normes supérieures. Fiscalité de l'urbanisme. Taxe d'aménagement et différentes contributions d'urbanisme. Autorisations d'urbanisme. Différents contentieux de l'urbanisme.

# MARS 2024

#### **LES CHEMINS RURAUX**

Maîtriser les différentes réglementations et les aspects pratiques applicables aux chemins ruraux.

#### **PROGRAMME**

Comment qualifier un chemin rural? Entretenir et conserver les chemins ruraux. Délimitation et protection d'un chemin rural.

#### **LUTTER CONTRE L'HABITAT INDIGNE**

Cette formation organisée par l'AMF offre aux élus les compétences essentielles pour aborder les enjeux liés à l'habitat indigne. Elle met l'accent sur la compréhension du cadre juridique complexe et sur l'identification des mesures de police adaptées à chaque situation.

#### **PROGRAMME**

La formation sera préparée surmesure et en amont pour définir les résultats attendus et permettre de construire les exemples pratiques développés pendant la formation.

# OCTOBRE 2024

#### **INSTRUCTION DES AUTORISATIONS** D'URBANISME

Connaître le contenu d'un document d'urbanisme.

Maîtriser les outils de l'autorisation d'urbanisme.

Connaître les étapes de l'instruction. Cerner les outils de la maîtrise foncière.

#### **PROGRAMME**

Le contexte réglementaire qui accompagne les procédures d'urbanisme. Les outils de l'autorisation d'urbanisme et de maitrise foncière.



**08** AVRIL 2024

#### **GESTION DES SITUATIONS DIFFICILES**

**Lister** les différentes situations complexes auxquelles l'élu peut être confonté et adapter des techniques et des outils pour y

#### **PROGRAMME**

Définition d'une situation difficile, Analyser la situation en prenant du recul, Définir et analyser le problème, Définir l'objectif, Solution sur mesure

22 AVRIL 2024

#### **LES CONFLITS DE VOISINAGE:** QUAND ÉLU RIME AVEC MÉDIATION

S'approprier les clefs d'une communication de qualité, anticiper les différents types de comportement, résoudre une situation conflictuelle avec un outil pragmatique.

#### **PROGRAMME**

Recenser les situations problématiques. développer une posture de médiateur. s'entraîner à écouter, reformuler les points de vue et gérer les émotions excessives, savoir poser des limites, recadrer avec calme et préserver l'unité au sein des services. Mise en situation.

AVRIL 2024

#### PORTER ET PROMOUVOIR UN PROJET **AUTOUR DE LA PETITE ENFANCE**

Penser un projet autour de la petite enfance de façon collective en incluant acteurs du secteur professionnel, famille et conseil municipal.

#### **PROGRAMME**

Définir et travailler avec les partenaires. Donner un sens au projet en incluant la famille. Définir un objectif municipal autour de la petite enfance. Donner une dimension éducative au territoire. Ressources et diagnostic. Inclure la petite enfance dans le processus de création d'emplois.

#### **MANIFESTATIONS ÉPHÉMÈRES: BIEN** PRÉPARER SA COMMUNE ET PROTÉGER SES Définition des manifestations **ADMINISTRÉS**

Connaître les oligations en matière de sécurité lors de manifestations éphémères organisées dans les communes (vide-grenier, marché de Noël, course cycliste...). Analyser les risques avant l'organisation ou la tenue d'une manifestation éphémère.

#### **PROGRAMME**

éphémères. Réglementation applicable selon la catégorie de manifestations. DPS. Commission réglementaire des manifestations sportives. Rôle du maire dans la gestion de la sécurité. Mesures de prévention

OCTOBRE 2024

#### LE MAIRE ET LA LAÏCITÉ

Comprendre et adopter la notion de laïcité. Identifier les droits et devoirs de chacun. **Analyser** les situations faisant appel au principe de laïcité.

#### **PROGRAMME**

Les grands principes de la République. La liberté religieuse et les principes de la laïcité. Savoir reconnaître les situations mettant en jeu le principe de laïcité. Que dit la loi sur la laïcité ? Cadre juridique. Etudes de cas et mises en situations.

OCTOBRE 2024

#### LES RELATIONS COMMUNES-ASSOCIATIONS PROGRAMME

Financements et mises à disposition : matériel, salle, équipement..

Intérêt local et règle de concurrence : aides publiques et règles de concurrence. Conventions pluriannuelles d'objectifs et relations juridiques.

Relations entre pouvoirs publics et associations. Baromètre 2014 associations et collectivités locales. La contractualisation pluriannuelle d'objectifs. Délégation du service public Subventions.

**VIE LOCALE** 

# FORMATIONS

#### **FONCTIONNEMENT DU CONSEIL** MUNICIPAL : POLICE DU CONSEIL Préparation aux débats du conseil

du conseil municipal. Connaître les éléments permettant de sécuriser juridiquement les élus et les décisions prises.

#### PROGRAMME

& DROITS DES ÉLUS MUNICIPAUX municipal : convocations, ordre du jour Maîtriser les règles de fonctionnement et règlement intérieur. Déroulement des séances du conseil municipal : ouverture, débats, mode de scrutin et règles de vote. Formalités d'après séances : procèsverbal, compte rendu, contrôle de légalité, exécution de la délibération. Droits des conseillers municipaux.

#### **ENGAGER UNE DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE: FOCUS SUR LE CONSEIL MUNICIPAL DES JEUNES**

participative. Apporter aux élus des outils de conduite participative. Gagner en pour mettre en place une démarche de démocratie participative et leur donner les clés pour le pilotage de réunions impliquant les habitants, les services et

#### **PROGRAMME**

Connaître les avantages et inconvénients de chaque dispositif **Développer** ses techniques de démocratie participatif. Développer les techniques posture de facilitateur (haute/basse). Débloquer les conflits. Utiliser les outils numériques simples et efficaces

# 24 JUIN 2024

#### **LE BILAN DE MI-MANDAT**

Anticiper pour concevoir un bilan pertinent sur le fond et la forme. **Trouver** l'équilibre entre attractivité et respect de la législation.

Porter et valoriser le bilan pour donner des perspectives.

#### **PROGRAMME**

Un bilan pour donner du sens, de la perspective et réembarquer les acteurs. Un bilan respecteux des règles : distinguer communication institutionnelle et politique, maîtriser les contraintes juridiques.

Un bilan partagé pour féderer vers l'avenir : identifier les messages clés, susciter l'intérêt sur tous les supports, porter publiquement le

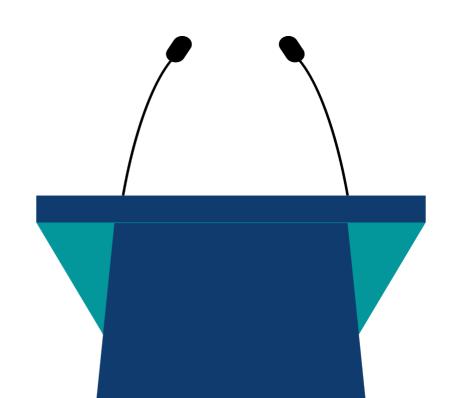
# LA DEMANDE

#### PORTER & DEVELOPPER UN PROJET DE TERRITOIRE

**Construire** un projet de politique publique tout en donnant du sens à son engagement. de la méthodologie de projet. Elabo-Mener une démarche de co-construction pour entraîner les acteurs et partenaires locaux dans la dynamique de développement leadership. Prendre des décisions et territorial partagée.

#### **PROGRAMME**

Partage autour d'un projet : mise en situation. Maitrise des fondamentaux ration et animation d'une démarche de co-construction. Maintenir le les mettre en œuvre.



# Les Fillasses Masterclasses

Un nouveau format 100% en distanciel.



#### LES MASTERCLASSES

L'AMF a développé à l'intention des élus déjà formés ou déjà sensibilisés sur un sujet, des masterclasses correspondant à un niveau de connaissances supérieures. Le but est de favoriser le partage d'expériences entre les élus d'un même niveau. Les masterclasses permettront d'approfondir les compétences techniques des élus pour leur permettre de développer leurs connaissances au-delà de l'approche purement théorique.

Toutes les masterclasses de ce catalogue sont proposées en visioconférence et en présentiel sur Paris 7e dans les locaux de l'AMF. La durée d'une masterclasses est d'environ 3h30, soit une demi-journée.

Elles peuvent toutefois être délocalisées à la demande des collectivités dès lors que le nombre minimum requis de participants est atteint et que l'association départementale de maires du département d'accueil en assure la coordination.

#### MODALITÉ ET DELAIS D'ACCÈS

Pour participer aux masterclasses de l'AMF, l'élu adresse au service formation le bulletin d'inscription téléchargeable sur le site de l'AMF. L'inscription est obligatoire. Après réception du bulletin d'inscription (ou accord écrit sur le projet de collaboration dans le cadre d'une prestation personnalisée), le stagiaire reçoit un questionnaire de positionnement qu'il s'engage à retourner dument rempli au service formation des élus de l'AMF. Les procédures de réalisation des prestations ne peuvent être déclenchées que lorsque l'AMF est en possession du questionnaire rempli et validé. Les demandes d'inscriptions des participants sont prises en compte selon l'ordre d'arrivée et dans la limite des places disponibles.



#### TARIFS D'INSCRIPTION

- · Pour un financement par le budget de la collectivité adhérente à l'AMF ou à l'association départementale : 100€ par demi-journée.
- · Pour un financement par le budget de la collectivité non adhérente à l'AMF ou à l'association départementale: 150€ par demi-journée.
- Pour un financement par le DIF ÉLU: 150€ par demi-journée.
   Repas, frais de déplacement et d'hébergement sont à la charge des stagiaires.

#### ACCESSIBILITÉ AUX PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

L'AMF fait appel aux expertises et outils nécessaires pour accompagner les personnes en situation de handicap à suivre les formations. Nous vous invitons à nous contacter par mail à

formation@amf.asso.fr pour étudier ensemble la faisabilité de votre projet de formation.

page 29

page 28

#### LES MASTERCLASSES

#### COMMUNICATION

GESTION DU TRAC 20 MARS 2024

#### **PRÉVENTION & RISQUES**

INCENDIES & FEUX DE FORÊT

INNONDATIONS ET GEMAPI

23 MAI 2024

30 MAI 2024

#### **VIE LOCALE**

LES DÉBITS DE BOISSONS

14 MARS 2024

LES SERVICES DE RESTAURATION SCOLAIRE
26 JUIN 2024

#### **ENVIRONNEMENT**

LES ACHATS RESPONSABLES 16 MAI 2024

#### LES FORMATIONS & MASTERCLASSES À LA DEMANDE

#### **ENVIRONNEMENT**

LA FRESQUE DU CLIMAT

#### SANTÉ

SENSIBILISATION À LA SANTÉ MENTALE

#### **URBANISME**

DÉMATÉRIALISATION DES DOCUMENTS D'URBANISME MAÎTRISER SON FONCIER POUR RÉPONDRE AUX EXIGENCES DE LA LOI CLIMAT & RÉSILIENCE

#### **VIE LOCALE**

SE PRÉPARER POUR LES JOP 2024

#### **COMUNICATION**

REMOBILISER SON ÉQUIPE MUNICIPALE À MI-MANDAT

# LE DROIT À LA FORMATION DES ÉLUS

#### Quels sont les élus concernés ?

Le droit à la formation est ouvert aux membres d'un conseil municipal, d'un conseil départemental ou d'un conseil régional. Il est également reconnu au profit des membres des organes delibérants des communautes d'agglomération, des communautes urbaines et des communautés de communes.

#### Modalités d'application

Les conseils municipaux, départementaux et régionaux ont l'obligation de délibérer sur l'exercice du droit à la formation de leurs membres dans les 3 mois suivant leur renouvellement. Ils déterminent les orientations et les crédits ouverts à ce titre. Chaque année un tableau annexé au compte administratif récapitulant les actions de formation des élus financées par la collectivité donne lieu à un débat. Ces obligations s'imposent également aux organes délibérants des communautés urbaines, des communautés d'agglomération et des communautés de communes.

#### Modalités de financement

Les frais de formation constituent une dépense obligatoire pour la collectivité ou l'EPCI. Tout élu qui se voit refuser le financement d'une formation par son exécutif peut saisir la Chambre Régionale des Comptes pour obliger celuici à satisfaire sa demande. Le montant des dépenses de formation est compris entre 2% et 20% du montant total des indemnités de fonction susceptibles d'être allouées aux élus de la collectivité.

#### Le DIF Élu

Ouvert à tous les élus locaux début 2017, le droit individuel à la formation (DIFE) vise le financement de toutes les formations nécessaires à l'exercice du mandat d'un élu, voir les formations nécessaires à leur réinscription professionnelle à l'issue de ce mandat.

Le DFI élus ne se substitue pas aux formations proposées par la collectivité et relève d'une démarche personnelle de l'élu.

#### Les frais de formation comprennent

Les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration (dont remboursement s'effectue en application des dispositions régissant déplacement des fonctionnaires). les frais d'enseignement, la compensation éventuelle des pertes de revenu justifiées par l'élu en formation (plafonnée à l'équivalent de 18 fois 8 heures, à une fois et demi la valeur horaire du SMIC, par élu et pour la durée du mandat)

#### La formation des élus dans le contexte intercommunal

Les communes membres d'un EPCI peuvent transférer à ce dernier leurs compétences en matière de formation des élus. Dans ce cas les frais de formations des élus municipaux sont pris en charge par le budget de l'EPCI. Dans les six mois suivant le transfert, l'organe délibérant de l'EPCI doit délibérer sur l'exercice du droit à la formation des élus des communes membres et déterminer les orientations et les crédits ouverts à ce titre.

Un tableau récapitulant les actions de formation des élus financées par l'EPCI est annexé au compte administratif et donne lieu à un débat annuel.

#### **Dispositions pratiques**

La durée du congé de formation auquel ont droit les élus locaux est de 18 jours par élu et pour la durée du mandat, quel que soit le nombre de mandats qu'il détient. Les élus salariés comme les agents publics en bénéficient. L'élu salarié doit faire une demande écrite à son employeur au moins 30 jours avant le stage en précisant la date, la durée du stage et le nom de l'organisme de formation agréé par le ministre de l'Intérieur. L'employeur privé accuse réception de cette demande. Si l'employeur n'a pas répondu 15 jours avant le début du stage, la demande est considérée comme accordée.

En revanche, s'il estime, après avis du comité d'entreprise ou des délégués du personnel, que l'absence du salarié aurait des conséquences préjudiciables à la production et à la bonne marche de l'entreprise, la demande peut être refusée, à condition toutefois d'être motivée et notifiée à l'intéressé. L'élu salarié peut dans ce cas renouveler sa demande 4 mois après la notification du premier refus, l'employeur est obligé de lui répondre favorablement.

Les élus fonctionnaires ou contractuels sont soumis au même régime mais les décisions de refus, s'appuyant sur les nécessités de fonctionnement du service, doivent être communiquées avec leur motif à la commission administrative paritaire au cours de la réunion qui suit cette décision.

Dans tous les cas, l'organisme dispensateur de formation doit délivrer à l'élu une attestation constatant sa présence effective, que l'employeur peut exiger au moment de la reprise du travail.

# ÉTAPE 1

#### CRÉÉR SON IDENTITÉ NUMÉRIQUE

#### **OPTION 1**

Via l'application que vous aurez télé-chargée sur votre téléphone, prenez rendez-vous avec un facteur qui se rendra à votre domicile pour créer avec vous votre identité numérique.

#### **OPTION 2**

Rendez-vous directement en bureau de poste avec votre pièce d'identité: votre identité numérique sera créée en une minute avec une personne qualifiée.

#### **OPTION 3**

Vous pouvez également créer votre identité numérique seul.e sur votre téléphone; le délai ne dépasse pas 24h.

#### Sur votre ordinateur

- Connectez-vous à Mon Compte Formation en vous identifiant avec France Connect+
- Cliquez sur l'icône de L'identité numérique La Poste
- Entrez votre numéro de téléphone mobile et ouvrez l'application Identité numérique La Poste sur votre téléphone

#### Sur votre portable

Sur votre téléphone mobile, trois étapes :

- Confirmez lorsque l'on vous demande si vous êtes à l'origine de cette demande d'identification
- Saisissez votre code secret
- La fenêtre «Identification réussie» apparait

#### Sur votre ordinateur

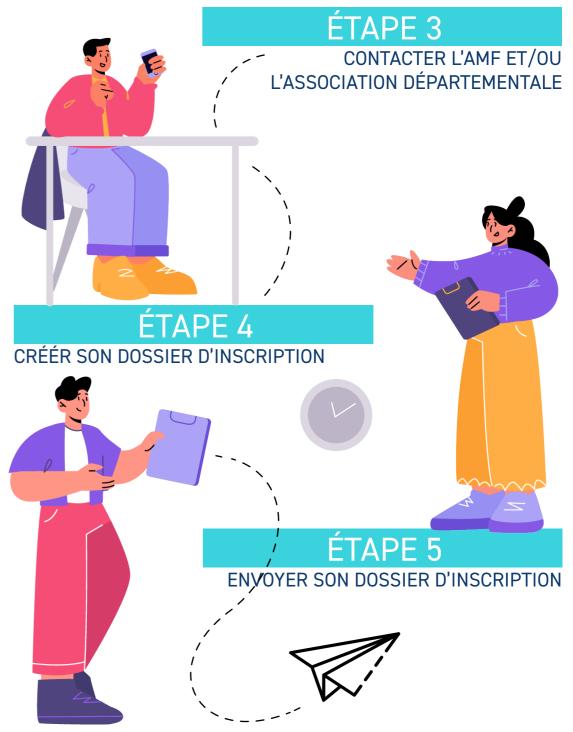
- Cliquez sur le bouton bleu Continuer sur «Mon Compte Formation»
- Vous arriverez sur une page avec les informations utiles de la formation
- Cliquez sur le bouton «Demander un devis» en bas de l'écran
- Lorsqu'apparaît « Vous travaillez ou pas dans la fonction publique», cliquez sur Valider
- Renseignez vos informations personnelles
- Renseignez vos informations professionnelles, choisissez l'objectif «Je souhaite acquérir des savoirs de base et des compétences clés» et envoyez votre inscription !
- Cet écran s'affiche et vous indique que "votre dossier d'inscription a été transmis à l'organisme de formation" ; nous avons 48h pour valider votre demande d'inscription.
- Quand nous validerons votre demande d'inscription, vous recevrez un email comme celui-ci ; vous pourrez alors confirmer votre inscription en cliquant sur le lien fourni
- Après vous être connecté, cliquez sur Dossiers en haut à droite de votre écran, ensuite sur le dossier qui concerne votre formation, puis financements
- Répondez à la question sur votre temps de travail, donnez votre accord pour mobiliser vos droits et confirmez votre inscription !
- Votre financement est validé! Vous recevrez par la suite un e-mail de confirmation

# ÉTAPE 2

CRÉÉR SON COMPTE ÉLU À L'ADRESSE SUIVANTE

https://www.moncompteformation.gouv.fr/espace-public/compte-elu





# Actions & Informations

des acteurs de la formation pour les élus.



# **MAIRIE 2000**



Mairie 2000 a été conçue, en 1985, dans le cadre et l'esprit de la décentralisation comme un service supplémentaire offert aux associations départementales de maires par l'AMF et la CDC. Sa mission consiste à les accompagner, à travers une assistance technique et financière, dans le développement d'actions d'information ou de formation dont elles ont le plus souvent l'initiative et la maîtrise.

Cette action de Mairie 2000 n'a cessé de se développer et Mairie 2000 contribue aujourd'hui, en moyenne, à la réalisation de près de 300 réunions d'information par an au profit de plus de 10 000 élus locaux. Mairie 2000 offre aux associations départementales la compétence de ses partenaires, des services de l'AMF ou encore d'experts pour l'animation de réunions d'information :

- · Dans le cadre de réunions départementales,
- · Dans le cadre d'opérations conjoncturelles.

L'assistance technique se traduit par une aide dans le choix des thèmes à traiter, l'élaboration de programmes, la recherche d'intervenants et la préparation et la mise en œuvre de séminaires ou colloques, sur des thèmes majeurs de gestion locale.

Contact : mairie2000@amf.asso.fr Site : mairie2000.asso.fr

page 34 page 35

# **FONPEL**



La loi n° 92-108 du 3 février 1992 (modifiée par la loi du 7 décembre 2012) sur les conditions d'exercice des mandats locaux prévoit le droit pour chaque élu local indemnisé de constituer une retraite supplémentaire par rente. La constitution de cette retraite incombe pour moitié à l'élu sur le montant de ses indemnités et pour moitié à la collectivité sur son budget (dépense obligatoire - art L.2321-2 du CGCT).

Fonpel, fondée par l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité, vous garantit une retraite sous forme de capital ou de rente à vie régulièrement revalorisée dont le montant ne peut pas diminuer. En cas de décès, le capital est versé au(x) bénéficiaire(s) de votre choix.

Le rachat de vos années de mandat antérieurs est possible avec échelonnement jusqu'à la fin du mandat en cours. La retraite se prépare lorsque l'on est en mandat.

Demandez une étude personnalisée et gratuite sur fonpel.com et retrouvez l'ensemble des informations et documentations utiles à votre adhésion.

Association FONPEL 41 quai d'Orsay 75007 Paris www.fonpel.com / 01 44 18 13 97

# **CESAN**



La gendarmerie nationale, notamment avec la création du Commandement pour l'environnement et la santé (CESAN), se mobilise pour répondre aux enjeux environnementaux et sanitaires.

Afin de mieux vous accompagner, le CESAN met à votre disposition un outil de lutte contre les atteintes à l'environnement qui se décline en plusieurs modules. Le premier est consacré aux dépôts sauvages. Pour y accéder, rendez-vous sur l'application Gend'Elus ou contactez directement l'AMF.





#### LE PROGRAMME BASES ADRESSES LOCALES

Le programme Bases Adresses Locales de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires accompagne et outille les communes pour leur permettre de mettre à jour leurs adresses gratuitement et les publier dans la Base Adresse Nationale, la base officielle des adresses en France. Ces adresses alimentent alors les secours, opérateurs de réseau, GPS, livreurs, démarches administratives ...

Des webinaires de formation sont organisés toutes les semaines à destination des communes, élus et agents en charge de l'adressage. Deux niveaux sont proposés pour vous présenter les outils et répondre à vos questions : « Je débute sur Mes Adresses » ou « Je veux améliorer ma BAL ».

Pour vous inscrire : https://adresse.data.gouv.fr/evenements
Pour toute question ou demande de formation/intervention spécifique : adresse@data.gouv.fr

# Aides Territoires



Vous êtes élu ou agent d'une collectivité ?

Trouvez les aides pour financer et accompagner vos projets sur Aides-territoires!

Le service public Aides-territoires.fr centralise sur une seule et même plateforme les aides locales, nationales et européennes, financières et en ingénierie, pour réaliser les projets de votre collectivité.

Créez votre compte gratuitement et bénéficiez de tous les outils Aides-territoires :

- Le moteur de recherche d'aides thématique et territorialisé
- Le système d'alertes emails pour rester informé des nouvelles aides
- L'espace de travail collaboratif qui facilite le suivi des projets
- Les projets publics et subventionnés portés par d'autres collectivités pour s'inspirer

Simple et gratuit, Aides-territoires a déjà conquis plus de 10.000 collectivités!

Créez votre compte et inscrivez-vous aux prochaines sessions de formation en webinaire (1h).

Aides-territoires est porté par le Ministère de la Cohésion des Territoires, soutenu par France Mobilités et L'ANCT

Pour contacter l'équipe : aides-territoires@beta.gouv.fr

# **OiEau**



L'Office International de l'Eau (OiEau) est une association française de droit privé sans but lucratif, déclarée d'utilité publique par Décret du 13 septembre 1991. Il intervient essentiellement dans le développement des compétences pour une meilleure gestion de l'eau, en France et dans le monde à travers ses 4 domaines d'expertise : la formation continue des professionnels de l'eau, l'appui institutionnel et technique, la production de données et de systèmes d'information et l'animation de réseaux d'acteurs.

Avec + de 40 ans d'expérience, l'OiEau est aujourd'hui un organisme agréé pour la formation des élus sur les compétences Eau Potable, Eaux usées, Gestion des Eaux Pluviales, GEMAPI, Déchets et Gestion des services d'eau.

Objectifs des formations :

- Donner les notions clés pour que l'élu puisse se repérer au sein des compétences des collectivités.
- Illustrer ces notions grâce à des échanges et visites.

Pour en savoir plus : commercial@oieau.fr - 05 55 11 47 18 -

page 36 page 37

# LA CNDP



La Commission nationale du débat public (CNDP) est une autorité administrative indépendante. Son rôle est de veiller au respect de la participation du public au processus d'élaboration des projets, plans et programmes ayant un impact sur l'environnement. A

u plus près des citoyens, la CNDP est présente sur tout le territoire national à travers ses représentants en région et 250 garant.e.s. Elle a conduit plus de 470 débats ou concertations du public et a conseillé des villes comme Paris, Lyon, Rennes, Arcueil,... sur des questions relative à la participation du public. Plus d'informations : debatpublic.fr

La CNDP propose un Webiniare 10H00 - 12H00 aux dates suivantes : jeudi 25 avril et jeudi 3 octobre 2024

Présentation de l'institution, des possibilités pour les élus de saisir la CNDP et des conditions de réussite de la participation du public. Echanges avec les personnes inscrites.

Inscription à https://www.debatpublic.fr/contactez-nous

# ÉDUCATION POPULAIRE



#### LA VILLE DE POITIERS EN PARTENARIAT AVEC L'AMF ET LE CNAJEP

Dans le cadre des Rencontres Nationales de l'Education Populaire et en lien avec le réseau des élu.es à l'éducation populaire, la Ville de Poitiers, le CNAJEP et l'AMF ont souhaité développer une formation autour de l'éducation populaire mixant les publics. Cette formation permettra à chacun.e de mieux comprendre les enjeux de l'éducation populaire sur nos territoires.

Entre apport théorique et échange de pratique, la formation vise à développer une définition commune de l'éducation populaire.

La formation se déroulera sur 2 jours, 1 journée en avril sur Paris (date et lieu en cours de finalisation) et 1 journée le 30 mai à Poitiers en ouverture des Rencontres Nationales.

Contact mail: educpop@grandpoitiers.fr / 06 40 42 28 16

# SCIENCES PO RENNES



#### « UNE ÉCOLE HUMANISTE POUR NE JAMAIS CESSER D'APPRENDRE ET ENSEMBLE PRENDRE SOIN DU MONDE. »

Par la formation continue Sciences Po Rennes contribue à permettre aux élus et cadres de développer leurs compétences pour pouvoir répondre aux enjeux contemporains. Nous sommes agréés par la Commission Nationale de la Formation des Élus Locaux et proposons une offre de formation sur différentes thématiques (gouvernance territoriale, management des risques, finances, droit, communication...)

L'offre de formation est soit sur-mesure en réponse à un besoin exprimé soit clé en main construite par nos enseignants chercheurs. Des exemples :

- Management des risques de sécurité civile
- EMBA Transitions territoriales

Inscriptions via formation.continue@sciencespo-rennes.fr Contact : formation.continue@sciencespo-rennes.fr Plus d'informations :

https://www.sciencespo-rennes.fr/nos-formations/formation-professionnelle#formation-elus

# SANTÉ MENTALE



Le Centre national de ressources et d'appui aux conseils locaux de santé mentale (CLSM) créé en 2017 est financé conjointement par la Direction Générale de la Santé du ministère de la santé et de la prévention et par l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires. Notre organisme à trois missions principales: accompagner la création et le bon fonctionnement des CLSM, animer le réseau national des CLSM, et valoriser les CLSM ainsi que leurs actions.

Les CLSM ont pour objectif de prévenir l'apparition de troubles mentaux mais aussi de faire de la promotion de la santé mentale. Les élus locaux sont des acteurs indispensables des CLSM. Les équipes municipales sont confrontées quotidiennement aux besoins en santé mentale de leur population

Le CLSM propose des sensibilisations à la demande (visio ou présentiel) avec pour objectifs :

- Poser les bases d'une culture commune autour des enjeux actuels en matière de santé mentale ;
- Éveiller ou soutenir leur envie d'agir dans ce domaine, rapprocher compétences des collectivités et déterminants de la santé mentale ;
- Fournir des méthodologies et outils concrets pour passer à l'action ;
- Transmettre les bases de la mise en œuvre et fonctionnement d'un CLSM.

Contact : fanny.pastant@ghtpsy-npdc.fr Site internet : https://ressources-clsm.org/

page 38 page 39

# **CEDRE**



#### POLLUTION ACCIDENTELLE DES EAUX : LE CEDRE PROPOSE DEUX NOUVELLES FORMATIONS AUX ÉLUS

Association loi 1901, le Cedre assure depuis 1979 une mission de service public au profit de l'Etat et des collectivités. Il assure une astreinte 24/7 accessible gratuitement dans les cas de pollution accidentelle des eaux (douces ou marines).

Afin de les aider à mieux se préparer à faire face à ce type d'évènement, le Cedre propose également deux formations spécifiques à l'attention des élus : l'une dédiée à la gestion des pollutions marines accidentelles, la seconde à la gestion des pollutions accidentelles en eaux intérieures.

D'une durée d'une journée chacune, ces formations traitent de différents sujets parmi lesquels les sources et enjeux des pollutions, le cadre légal et réglementaire, les outils et expertise disponibles, le volet Pollution des PCS et se concluent par une étude de cas.

Plus d'informations sur http://www.cedre.fr ou en nous contactant par mail à : formation@cedre.fr

# FRANCE ÉNERGIE ANIMALE



France Énergie Animale, association de professionnels de la traction animale, est à disposition des collectivités et des territoires pour informer, conseiller et accompagner dans la mise en place d'un service public de qualité, avec les équidés, certifié et respectueux de l'environnement et des citoyens.

Transport de personnes, entretien d'espaces verts, collecte de déchets, surveillance et gardiennage du domaine public, médiation : par les missions qu'il est en mesure d'assurer, « le cheval territorial », nouvel agent polyvalent du service aux publics, est un véritable partenaire pour les collectivités qui souhaitent s'engager dans la mise en œuvre d'une politique volontariste en matière de développement durable.

Nous vous invitons à un webinaire gratuit le 7 décembre 2023. Au programme:

Présentation des atouts de la traction animale dans votre commune,

Témoignages d'élus

Présentation des formations complémentaires

Inscription ici https://www.festa-formation.fr/ France Energie animale https://www.franceenergieanimale.fr/ BULLETIN DINSCRIPTION

#### **FORMATION**

Intitulé de la formation : Date et lieu : **PARTICIPANT** NOM - Prénom : Fonctions: ☐ Adjoint au Maire Conseiller Municipal Président EPCI Conseiller communautaire Autre Collectivité: Adresse: Code postal: Ville: Tel: Courriel: ☐ Non adhérent Adhérent PRISE EN CHARGE DES FRAIS PÉDAGOGIQUES ☐ ÉLU ☐ COLLECTIVITÉ\* DIFE\*\* \*Coordonnées de la collectivité à facturer : \* SIRFT de la collectivité : \*N° de bon de commande ou d'engagement CHORUS PRO :

#### CONTACTS

Bulletin à renvoyer au service formation de l'AMF : formation@amf.asso.fr

\*\* Dossier de financement à réaliser sur www.moncompteformation.gouv.fr/espace-public/compte-elu

**Service Formation:** 

01 44 18 13 54 - emilia.sardo@amf.asso.fr 01 44 18 13 68 - raphael.lemnos@amf.asso.fr 01 44 18 13 52 - brice.estebaner@amf.asso.fr **SIGNATURE** 

Date : \_\_\_\_ / \_\_\_\_ /

Signature\* et cachet :

(\*Les 2 pages doivent être signées)



Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité, 41 quai d'Orsay / 75343 Paris cedex 07 01 44 18 14 14 / www.amf.asso.fr / Association agréée pour la formation des élus depuis le 3 mai 2017. SIRET 78471845400027 Déclaration d'activité enregistrée sous le numéro 11755662175 auprès du préfet de région d'ile-de-France

# **BULLETIN D'INSCRIPTION**

# **NOTES**

#### Validation de la commande

L'inscription est obligatoire. Après réception du bulletin d'inscription (ou accord écrit sur le projet de collaboration dans le cadre d'une prestation personnalisée), le stagiaire reçoit une convention de formation en deux exemplaires. Il s'engage à retourner, dès réception, un exemplaire signé de la convention à l'AMF.

La convention engage les deux parties sur la mise en place de l'action de formation. Les procédures de réalisation des prestations ne peuvent être déclenchées que lorsque l'AMF est en possession de la convention de formation, dument signée et cachetée. Les demandes d'inscriptions des participants sont prises en compte selon l'ordre d'arrivée et dans la limite des places disponibles.

#### **Engagement**

L'AMF s'engage à assurer l'ensemble de sa prestation dans le cadre fixé par la convention et à ne modifier son intervention qu'avec l'accord du stagiaire. Le stagiaire s'engage à réaliser la formation dans son intégralité et à respecter les dates et horaires définis.

#### Documents et propriété intellectuelle

Tout support de cours fourni lors des formations est soumis à la législation en vigueur. Par conséquent, la représentation, la reproduction, la diffusion, la transmission et l'exploitation intégrale ou partielle des supports faites sans le consentement des auteurs ou avants-droit est interdite.

Au terme de la prestation, une attestation de stage sera délivrée pour chaque stagiaire ayant effectué l'intégralité de la formation prévue à cet effet dans la convention.

#### Conditions de paiement et pénalités de retard

Le paiement s'effectue à la fin de la formation au plus tard 30 jours à compter de la date de réception de la facture. Le défaut de paiement dans les délais prévus, fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice de l'AMF conformément au décret n°2002-232 du 21 février 2002.

#### Report ou annulation de la formation

L'AMF se réserve le droit d'annuler une formation si le nombre de participants est insuffisant ou si des circonstances indépendantes de sa volonté l'y obligent. En cas d'annulation du fait de l'AMF, les frais d'inscription seront remboursés.

En cas d'annulation du fait du stagiaire, l'annulation doit être signifiée à l'AMF par courrier. En cas d'annulation justifiée moins de 7 jours ouvrés avant la prestation, l'AMF facturera 30% du coût de la formation. En cas d'absence non justifiée l'AMF facturera la totalite de la prestation. En cas de financement de la formation au titre du DIFE, ces frais d'annulation seront à payer directement par le stagiaire.

#### Réclamation

Toute réclamation doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception à : AMF, Service formation, 41 quai d'Orsay, 75007 Paris.

#### Litiges et juridiction

Préalablement à toute saisine d'un tribunal, les parties doivent s'efforcer de trouver une solution amiable aux litiges susceptibles de survenir au cours de l'exécution de la convention de formation. Dans le cas contraire, le litige est porté devant les tribunaux compétents de Paris.

#### **TARIFS**

Adhérent AMF :150€ la journée Non adhérent AMF ou DIF : 300€ la journée.

Les déjeuners sont libres et à la charge des stagiaires. L'AMF est agréée par le ministère de la Cohésion des Territoires. À ce titre, le coût de la formation peut être imputé sur le budget formation des élus de la collectivité (Compte 6535).

Les frais de déplacements sont à inscrire au compte 6532 et la compensation en cas de perte de revenu au compte 65371.

#### **SIGNATURE**

Date : \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_ /

Signature\* et cachet :

DA	$\sim$ $\sim$	•	-	110	
$P\Delta$	GE	_	- 51	UR	

page 42 page 43

# Maires de France 2024 Le magazine des maires et des présidents d'intercommunalité













JANVIER FÉVRIER		MARS	AVRIL	MAI	JUIN	
L 01 JOUR DE L'AN	J <b>01</b> Ella 05	V <b>01</b> Aubin	L 01 L. DE PÂQUES	M <b>01</b> FÊTE DU TRAVAIL ①	S <b>01</b> Justin	
M 02 Basile	V 02 Présentation	S <b>02</b> Ch. le Bon	M 02 Sandrine	J 02 Boris 18	D 02 Fête-Dieu	
M 03 Geneviève	S 03 Blaise	D 03 Guénolé 🕦	M 03 Richard	V 03 Philippe, Jacques	L 03 Kévin	
J <b>04</b> Odilon	D 04 Véronique	L <b>04</b> Casimir	J <b>04</b> Isidore 14	S <b>04</b> Sylvain	M 04 Clotilde	
V 05 Edouard	L 05 Agathe	M 05 Olive	V 05 Irène	D 05 Judith	M <b>05</b> Igor	
S 06 Mélaine	M 06 Gaston	M 06 Colette	S 06 Marcellin	L 06 Prudence	J <b>06</b> Norbert <b>●23</b>	
D 07 Epiphanie	M 07 Eugénie	J 07 Félicité 10	D 07 J-B. de la Salle	M 07 Gisèle	V <b>07</b> Gilbert	
L 08 Lucien	J 08 Jacqueline 06	V 08 Jean de Dieu	L 08 Julie	M 08 VICTOIRE 1945 ●	S 08 Médard	
M 09 Alix	V 09 Apolline	S 09 Françoise	M 09 Gautier	J 09 ASCENSION 19	D <b>09</b> Diane	
M 10 Guillaume	S 10 Arnaud	D 10 Vivien	M 10 Fulbert	V 10 Solange	L 10 Landry	
J <b>11</b> Pauline ● <b>02</b>	D 11 ND de Lourdes	L 11 Rosine	J 11 Stanislas 15	S 11 Estelle	M 11 Barnabé	
V 12 Tatiana	L 12 Félix	M 12 Justine	V 12 Jules	D 12 Achille	M <b>12</b> Guy	
S 13 Yvette	M 13 Béatrice	M 13 Rodrigue	S <b>13</b> Ida	L 13 Rolande	J 13 Antoine de Padoue 24	
D <b>14</b> Nina	M 14 Valentin	J <b>14</b> Mathilde 11	D 14 Maxime	M 14 Matthias	V <b>14</b> Elisée	
L 15 Rémi	J 15 Claude 07	V 15 Louise	L 15 Paterne	M 15 Denise	S 15 Germaine	
M 16 Marcel	V 16 Julienne	S 16 Bénédicte	M 16 Benoît-Joseph	J 16 Honoré 20	D 16 Fête des Pères	
M 17 Roseline	S 17 Alexis	D 17 Patrice	M 17 Anicet	V 17 Pascal	L 17 Hervé	
J <b>18</b> Prisca	D 18 Carême	L 18 Cyrille	J 18 Parfait 16	S 18 Eric	M 18 Léonce	
V 19 Marius	L 19 Gabin	M 19 Joseph	V <b>19</b> Emma	D 19 PENTECÔTE	M 19 Romuald	
S 20 Sébastien	M 20 Aimée	M 20 PRINTEMPS	S <b>20</b> Odette	L 20 L.PENTECÔTE	J 20 ETE 25	
D 21 Agnès	M 21 Damien	J 21 Clémence 12	D 21 Anselme	M 21 Constantin	V 21 Gonzague	
L 22 Vincent	J 22 Isabelle 08	V <b>22</b> Léa	L 22 Alexandre	M 22 Emile	S 22 Alban 🔾	
M 23 Barnard	V 23 Lazare	S 23 Victorien	M 23 Georges	J 23 Didier <b>21</b>	D 23 Audrey	
M 24 Fr. de Salès	S 24 Modeste	D 24 RAMEAUX	M 24 Fidèle	V 24 Donatien	L 24 Jean-Baptiste	
J <b>25</b> Conv. de Paul ○ <b>04</b>	D 25 Roméo	L 25 Humbert 🔾	J <b>25</b> Marc 17	S 25 Sophie	M 25 Prosper	
V 26 Paule	L 26 Nestor	M 26 Larissa	V 26 Alida	D 26 Fête des Mères	M 26 Anthelme	
S 27 Angèle	M 27 Honorine	M 27 Habib	S <b>27</b> Zita	L 27 Augustin	J 27 Fernand 26	
D 28 Th. d'Aquin	M 28 Romain	J 28 Gontran 13	D 28 Valérie	M 28 Germain	V 28 Irénée 🕦	
L 29 Gildas	J 29 Auguste 09	V 29 Gwladys	L 29 Cath, de Sienne	M 29 Aymar	S 29 Pierre-Paul	
M 30 Martine		S 30 Amédée	M 30 Robert	J 30 Ferdinand →22	D 30 Martial	
M 31 Marcelle		D 31 PÂQUES		V 31 Visitation		



Maires de France 2024
Le magazine des maires et des présidents d'intercommunalité













a mi-manuat  Fila: In electrostic recta (ambien y 11  Jenes et prima dur e 2021)  ce qui a motivi inu engagement y 30	Schame and		I THE PARTY OF THE	place up project direct care terminold gus	Proceedings of August Management of August Management Management August Management Manag
JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
L <b>01</b> Thierry	J <b>01</b> Alphonse <b>31</b>	D 01 Gilles	M 01 Thér. de l'E. Jésus	V 01 TOUSSAINT	D <b>01</b> Avent •
M 02 Martinien	V 02 Julien Eymard	L 02 Ingrid	M 02 Léger ●	S 02 Défunts	L 02 Viviane
M 03 Thomas	S 03 Lydie	M 03 Grégoire	J 03 Gérard 40	D 03 Hubert	M 03 François Xavier
J <b>04</b> Florent <b>27</b>	D 04 Jean-M. Vianney	M 04 Rosalie	V 04 François d'Assise	L <b>04</b> Charles	M <b>04</b> Barbara
V 05 Antoine	L <b>05</b> Abel	J <b>05</b> Raïssa 36	S <b>05</b> Fleur	M 05 Sylvie	J <b>05</b> Gérald 49
S 06 Mariette	M 06 Transfiguration	V 06 Bertrand	D <b>06</b> Bruno	M 06 Bertille	V 06 Nicolas
D 07 Raoul	M 07 Gaétan	S <b>07</b> Reine	L <b>07</b> Serge	J <b>07</b> Carine 45	S 07 Ambroise
L 08 Thibault	J 08 Dominique 32	D 08 Nativité	M 08 Pélagie	V 08 Geoffroy	D 08 Elfried €
M 09 Amandine	V 09 Amour	L <b>09</b> Alain	M 09 Denis	S <b>09</b> Théodore	L 09 Imm. Conception
M 10 Ulrich	S 10 Laurent	M 10 Inès	J <b>10</b> Ghislain	D <b>10</b> Léon	M 10 Romaric
J 11 Benoît 28	D 11 Claire	M 11 Adelphe	V 11 Firmin	L 11 ARMISTICE 1918	M 11 Daniel
V 12 Olivier	L 12 Clarisse	J 12 Apollinaire 37	S 12 Wilfried	M 12 Christian	J 12 Corentin 50
S 13 Henri, Joël	M 13 Hippolyte	V 13 Aimé	D 13 Géraud	M 13 Brice	V 13 Lucie
D 14 FÊTE NATIONALE €	M 14 Evrard	S 14 Croix Glorieuse	L 14 Juste	J <b>14</b> Sidoine 46	S <b>14</b> Odile
L 15 Donald	J 15 ASSOMPTION 33	D 15 Roland	M 15 Thérèse d'Avila	V <b>15</b> Albert $\bigcirc$	D 15 Ninon
M 16 ND Mt Carmel	V 16 Armel	L 16 Edith	M 16 Edwige	S 16 Marguerite	L 16 Alice
M 17 Charlotte	S 17 Hyacinthe	M 17 Renaud	J <b>17</b> Baudoin ○ <b>42</b>	D 17 Elisabeth	M 17 Gaël
J 18 Frédéric 29	D 18 Hélène	M 18 Nadège 🔘	V 18 Luc	L <b>18</b> Aude	M 18 Gatien
V 19 Arsène	L 19 Jean Eudes	J <b>19</b> Emilie 38	S <b>19</b> René	M 19 Tanguy	J <b>19</b> Urbain 51
S 20 Marina	M 20 Bernard	V <b>20</b> Davy	D 20 Adeline	M 20 Edmond	V 20 Théophile
D 21 Victor	M 21 Christophe	S 21 Matthieu	L 21 Céline	J <b>21</b> Prés. de Marie 47	S 21 HIVER
L 22 Marie Madeleine	J 22 Fabrice 34	D 22 AUTOMNE	M 22 Elodie	V 22 Cécile	D 22 Françoise Xavière
M 23 Brigitte	V 23 Rose de Lima	L 23 Constant	M 23 Jean de Capistran	S 23 Clément 🕦	L 23 Armand
M 24 Christine	S <b>24</b> Barthélémy	M 24 Thècle 🕦	J <b>24</b> Florentin	D 24 Flora	M 24 Adèle
J <b>25</b> Jacques 30	D 25 Louis	M 25 Hermann	V 25 Crépin	L 25 Catherine	M 25 NOËL
V 26 Anne, Joachim	L 26 Natacha 🕦	J <b>26</b> Côme, Damien 39	S 26 Dimitri	M 26 Delphine	J <b>26</b> Etienne 52
S 27 Nathalie	M 27 Monique	V 27 Vincent de Paul	D 27 Emeline	M 27 Sévrin	V 27 Jean
D 28 Samson	M 28 Augustin	S 28 Venceslas	L 28 Jude	J 28 Jacq, de la Marche 48	S 28 Innocents
L 29 Marthe	J 29 Sabine 35	D 29 Michel	M 29 Narcisse	V 29 Saturnin	D 29 David
M 30 Juliette	V 30 Fiacre	L 30 Jérôme	M 30 Bienvenue	S 30 André	L 30 Roger ●
M 31 Ignace de Loyola	S 31 Aristide		J 31 Quentin 44		M 31 Sylvestre

page 44 page 45

# **Contact**

#### formation@amf.asso.fr 01 44 18 13 54

#### **Brice ESTEBANER**

Responsable - Service formation des élus 01 44 18 13 52 brice.estebaner@amf.asso.fr

#### **Emilia SARDO**

Assistante 01 44 18 13 54 emilia.sardo@amf.asso.fr

#### Raphaël LEMNOS

Assistant
01 44 18 13 68
raphael.lemnos@amf.asso.fr



# Rédaction

Rédaction : Brice Estebaner
Conception graphique & illustrations
pages 14,15 & couverture : Lotza / www.lotza.fr
Crédit photo Édito : Arnaud Février pour l'AMF
Impression : Gibert Clarey Imprimeurs



Association des Maires de France et des présidents d'intercommunalité 41 quai d'Orsay - 75343 Paris Cedex 07 / Tel. 01 44 18 14 14 / www.amf.asso.fr

Association agréée pour la formation des élus depuis le 3 mai 2017 SIRET 78471845400027 Déclaration d'activité enregistrée sous le nuémro 117 556 621 75 auprès du préfêt de région d'Île-de-France